

33. L'UNION SOVIÉTIQUE ET LES NOUVEAUX ÉTATS INDÉPENDANTS

CONTEXTE

Les événements en URSS ont atteint leur point critique en août 1991, lorsque des dirigeants soviétiques ultra-conservateurs ont temporairement renversé le président Gorbatchev. Leur coup d'État manqué a marqué un grand tournant pour le pays. Il a accéléré le processus de réforme mis en marche par Mikhaïl Gorbatchev depuis son arrivée au pouvoir en 1985, tout en sonnait le glas de l'ère Gorbatchev et de l'Union soviétique elle-même. Le présent chapitre couvre les événements qui ont entouré le coup d'État avorté d'août 1991, ainsi que les tentatives de conclusion d'un nouveau Traité de l'Union, qui ont abouti à la formation de la Communauté des États indépendants et entraîné la démission de Mikhaïl Gorbatchev. De plus, il est brièvement question du Nagorny-Karabakh et des conflits en Moldavie et en Géorgie. Quant au problème de l'aide économique et humanitaire à l'URSS, il n'est traité ici que dans la mesure où il touche à des problèmes politiques plus généraux.

Le coup d'État manqué

L'Union avait commencé à se fissurer au début de l'année 1991. Malgré ses efforts, le Kremlin n'avait réussi à intéresser que neuf des quinze Républiques soviétiques à la négociation du nouveau Traité de l'Union qui, élaboré dans le cadre de pourparlers dirigés par M. Gorbatchev, devait être signé le 20 août. Ce traité aurait conféré aux Républiques de nouveaux pouvoirs économiques et politiques importants et transformé l'URSS en une Union des Républiques soviétiques souveraines (et non plus socialistes).

À l'époque, se trouvaient à la tête du pays plusieurs membres ultra-conservateurs du Parti communiste. Ces personnes estimaient que le nouveau Traité de l'Union menaçait sérieusement leur propre pouvoir et l'URSS telle qu'ils la voulaient. Le 19 août 1991, veille de sa signature, un groupe constitué de huit personnalités¹ ayant à sa tête le vice-président Gennadi Ianaev faisait savoir que, pour raisons de «santé», le président Gorbatchev n'était pas en mesure de continuer à assumer ses fonctions et qu'un comité d'État dirigé par le même Gennadi Ianaev allait prendre les rênes du pays. Ce comité décréta l'état d'urgence dans certaines régions et s'empressa d'interdire les attroupements et manifestations, de fermer les journaux indépendants et de ramener des troupes dans Moscou.

¹ Il s'agissait de G. Ianaev; O.D. Baklanov, premier vice-président du Conseil de défense de l'URSS; V.A. Krioutchkov, patron du KGB; V.S. Pavlov, premier ministre; B.K. Pougo, ministre de l'Intérieur; V.A. Starodoubtsev, président du Syndicat des agriculteurs; A.I. Tiziakov, président de l'Association des entreprises publiques; et D.T. Yazov, ministre de la Défense.